

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1737 - 17 décembre 1992 - 4,50 F

D 1737 GUATEMALA: L'AFFAIRE MARITZA URRUTIA

Les pourparlers entre le gouvernement et la guérilla de l'Unité révolutionnaire et nationale guatémaltèque (URNG) piétinent en dépit d'une première avancée significative (cf. DIAL D 1620). Dans le bras de fer politique ainsi engagé, l'"affaire Maritza Urrutia" prend tout son sens. Mère de famille, enseignante et membre présumé de l'Armée de guérilla des pauvres, Maritza Urrutia était enlevée par des individus armés le 23 juillet 1992 en pleine capitale du Guatemala. Six jours plus tard, dans un enregistrement télévisé, elle passait aux "aveux" et se mettait sous la protection du gouvernement. Remise en liberté dès le lendemain, elle quittait le Guatemala le 5 août pour les Etats-Unis. Le 30 septembre, devant la commission interaméricaine des droits de l'homme, à Washington, elle accusait l'armée de son pays de l'avoir "manipulée" en menaçant de lui tuer son enfant.

Ce cas n'est pas isolé. Le 21 août 1992, une autre jeune guatémaltèque, Maria Angela Simón Misa, était victime des mêmes procédés. C'est le lieu de rappeler les cas similaires de 1981 - mais à une échelle supérieure quant au traitement et à sa durée - du Père Luis Pellecer (cf. DIAL D 742-743-744 et autres) et du dirigeant indien Emetério Toj (cf. DIAL D 758).

Dans le cas présent, l'objectif visé est d'affaiblir les rangs et l'image de marque de la guérilla pour renforcer la position gouvernementale dans les négociations de paix. Ce qui peut expliquer la grossièreté du procédé mis en oeuvre par les militaires pour qui l'impact télévisuel est premier dans ce genre d'affaires.

Parallèlement, l'Eglise catholique - dans la personne de l'archevêque Mgr Penados del Barrio, médiateur des pourparlers de paix - et les organisations de droits de l'homme faisaient l'objet, en novembre 1992, d'une violente campagne gouvernementale de discrédit.

Note DIAL

1. "Aveux" télévisés de Maritza Urrutia García (29 juillet 1992)

VERSION DU JOURNAL LA HORA DU 30 JUILLET 1992

"Je tiens à remercier les institutions internationales et universitaires qui ont, d'une manière ou d'une autre, exprimé leur préoccupation suite à ma disparition. Je tiens à dire qu'à aucun moment je n'ai été séquestrée. J'ai simplement cherché une aide pour sortir des rangs de l'Armée de guérilla des pauvres, un groupe auquel je me suis intégrée en 1986 sous le pseudonyme de Ruth. Je me suis engagée dans la lutte armée après avoir fait la connaissance de Roberto Barrientos Aragón, dont le pseudonyme à la guérilla était Estebán, et avec lequel j'ai eu un enfant. En 1988 mon mari et moi nous avons été envoyés dans la capitale pour y mener diverses activités, telles que l'analyse, la propagande et d'autres choses concernant l'Unité révolutionnaire et nationale guatémaltèque (1), tâche qui a duré jusqu'en 1991. Pour ce travail à la guérilla je recevais une aide de 250 quetzales qui m'était remise par une dirigeante de la rébellion que je connaissais sous le nom d'Argelia."

"A aucun moment je n'ai été séquestrée. J'ai cherché à sortir de l'Armée de guérilla des pauvres dans laquelle je suis rentrée depuis 1986... J'ai exercé des fonctions de propagande et de logistique pour lesquelles je recevais une aide de 250 quetzales... Il est temps que nous abandonnions cette lutte qui n'a pas de sens et qui n'a laissé que des destructions pour le pays... J'étais désespérée de vivre dans la peur et dans des activités illégales. Je m'écarte de vous (2) pour me dévouer à mon enfant... Je veux mener une vie tranquille, loin des activités clandestines. C'est pourquoi je demande au peuple du Guatemala de me comprendre. J'espère que mon fils contribuera par son métier à la construction d'une société meilleure, un Guatemala meilleur."

2. Extrait du "Rapport sur la situation des droits de l'homme au Guatemala" élaboré dans le cadre de la 47e assemblée générale des Nations unies ouverte fin octobre 1992 et actuellement en cours

MARITZA URRUTIA a été arbitrairement arrêtée le 23 juillet 1992 par "des hommes armés non identifiés" qui, selon des témoins sur place, l'ont frappée et introduite dans un véhicule de couleur blanche aux vitres en glace sans tain, suivi d'un autre véhicule de marque Isuzu avec plaque minéralogique spéciale # P-4980, vraisemblablement réservé à la présidence de la République de Guatemala. C'est dans le premier véhicule qu'elle a été emmenée vers une destination inconnue.

Le 29 juillet, Mme Urrutia est apparue dans une émission d'information de la télévision par le moyen d'un enregistrement vidéo envoyé anonymement par ses ravisseurs. Dans cette vidéo, elle affirmait qu'"à aucun moment je n'ai été enlevée"; elle déclarait être un lien avec une organisation rebelle et demandait la protection du gouvernement guatémaltèque.

Le 6 août 1992, le conseiller aux affaires politiques de l'ambassade des Etats-Unis, George Chester, a publiquement accusé l'armée de cet enlèvement. Le président Serrano Elias lui a répliqué en lui fixant une date limite de sortie du pays "pour ingérence dans les affaires intérieures de la nation".

Le 30 septembre 1992, Maritza Urrutia a dénoncé devant la commission interaméricaine des droits de l'homme, dont le siège est à Washington, aux Etats-Unis, les mauvais traitements et les procédés dont elle avait été victime pendant la durée de sa détention arbitraire par l'armée: "Ma condition de mère servant de mode de pression, j'ai été obligée cinq jours durant de répéter un texte pour l'enregistrement en vidéo qui a été présenté à la télévision guatémaltèque, alors que j'étais toujours entre les mains de mes ravisseurs."

3. Résumé de l'affaire Maritza Urrutia (texte paru dans Noticias de Guatemala d'octobre 1992)

Comment cela s'est-il passé?

"J'ai été enlevée le 23 juillet dernier, vers 8 H 15-8 H 20. Cela s'est produit de façon violente et j'ai voulu résister, d'où la perte d'une de mes chaussures qui a montré qu'il s'agissait à l'évidence d'un enlèvement. Par ailleurs, tout ce que j'ai dit et qui est sorti dans la vidéo l'a été sous une pression constante. C'était même écrit sur des feuilles de papier bristol qui étaient passées les unes après les autres. Cela n'a jamais été quelque chose de spontané car j'étais sous les menaces, et soumise à des tortures psychologiques", a affirmé Urrutia.

Au cours de son témoignage, elle a précisé que les ravisseurs avaient menacé de tuer son fils Sebastián qu'ils prétendaient détenir aussi; que les membres de sa famille seraient assassinés; et qu'elle-même serait jetée dans un volcan ou dans la mer si elle refusait d'obéir aux ordres de ses ravisseurs. Elle était soumise à des interrogatoires violents, à un bruit constant pour l'empêcher de dormir, alors

qu'elle était attachée à un lit, la tête recouverte d'une cagoule en papier journal, une radio ouverte au maximum.

Elle est restée dans la capitale, probablement dans la zone 6 - a-t-elle spécifié - à un endroit fait de plusieurs maisons de couleur jaune clair dans lesquelles des voitures et des motos entraient et sortaient en permanence. Il y avait au moins deux entrées: *"je me trouvais à environ trois mètres de l'une d'elle"*.

Dans une lettre confidentielle envoyée à Christian Tomuschat, expert de l'ONU pour les droits de l'homme au Guatemala, elle a déclaré: *"Pendant les huit jours qu'ont duré mon enlèvement, j'ai entendu passer une trentaine de personnes, tous des hommes. Je n'ai entendu qu'en deux occasions la voix d'une femme. Quand on m'a acheté des habits et des produits pour me maquiller, j'ai vu que les étiquettes étaient marquées Mega de Paiz; entre les allers et retours de la femme il s'écoulait de quinze à vingt minutes. Je n'ai été emmenée que quand mes ravisseurs ont exigé que je téléphone à ma famille."*

Les ravisseurs

"Les ravisseurs ont toujours cherché à camoufler leur identité en mettant des casquettes et en se cachant la figure. Mais celui qui s'occupait de moi m'a montré son visage; il semble bien que c'est lui qui avait le contrôle de mon enlèvement."

Urrutia a encore affirmé que le vendredi 24, vers 7 H du soir, quelqu'un est entré pour la voir dans la pièce où elle se trouvait. Malgré la cagoule pour l'empêcher de voir, elle a réussi par le menton à apercevoir que celui qui venait d'entrer portait un pantalon kaki et des chaussures noires bien cirées, comme c'est le cas pour les officiers de l'armée.

"L'homme qui s'occupait de moi le dimanche 27 juillet m'a dit que des lettres de moi étaient tombées aux mains des services de renseignement de l'armée, et que je me trouvais entre les mains de l'armée. Entre les mains de qui d'autre aurais-je pu me trouver? Cet homme a ajouté que, seuls, les militaires avaient la possibilité de faire ce qu'on me faisait. J'ai eu peur, en raison de sa manière de parler, qu'il ne veuille abuser de moi."

La victime a également confirmé dans son témoignage les caractéristiques des véhicules qui avaient servi à son enlèvement, en particulier les plaques minéralogiques réservées à l'état-major de la présidence de la République.

Elle a précisé que le procureur général de la République Acislo Valladares Molina (3) a été impliqué dans cette opération de coopération forcée avec l'armée dont elle a été la victime; il en a été de même pour la justice, à travers la personne du juge Mme Leticia Secaira, qui a pris position en faveur de l'amnistie. La victime a souligné qu'il était évident que le procureur Valladares Molina savait qu'elle allait demander à bénéficier de l'amnistie avant même de se présenter devant le ministère public. C'est d'ailleurs pourquoi Urrutia n'a jamais été convaincue de la protection de la justice. La presse guatémaltèque, a-t-elle ajouté, a rapporté qu'elle était arrivée à 14 H 20 dans les locaux du ministère public, ce qui est vrai, alors que la mesure d'amnistie avait déjà été rédigée dès 13 H 30, c'est-à-dire une heure avant qu'elle se présente au procureur de la République.

Qui n'a rien fait n'a rien à craindre

Comme il fallait s'y attendre, le gouvernement et les milieux militaires ont rejeté les accusations de Maritza Urrutia.

Pour le ministre de la défense, le général José Domingo García Samoya, qui n'a fait que lancer des accusations contre les médias qui avaient divulgué l'information, l'affaire était classée. Il ne s'agissait pour lui que d'une tactique de la défense d'Urrutia et de l'Unité révolutionnaire guatémaltèque (URNG) à destination de l'étranger. *"Je suis prêt à une confrontation avec l'ex-combattante Maritza Urrutia"*, a fait savoir le procureur Valladares Molina, pour démontrer qu'à aucun moment il ne l'a forcée à coopérer avec l'armée. La victime a répondu qu'elle était prête à cette confrontation avec le procureur.

Quant au secrétaire des relations publiques de la présidence de la République Arturo Hugo Alvarado Pérez, accompagné du ministre de l'intérieur Francisco Perdomo Sandoval, il a rejeté au nom du gouvernement les accusations de Maritza Urrutia. *"Voilà maintenant qu'elle entend baver sur nous. Mais ni moi, comme ministre ou comme citoyen, ni la presse ni le peuple ne voulons être trompés"*, a renchéri le ministre Sandoval Perdomo, qui se faisait ainsi l'interprète de l'extrême mécontentement provoqué par ces accusations dans les milieux gouvernementaux.

Pour sa part, le procureur des droits de l'homme Ramiro De León Carpio, qui avait eu très vite connaissance de l'enlèvement mais qui était resté très discret pour la sécurité de Maritza Urrutia et de sa famille, a déclaré que *"le gouvernement doit faire la lumière sur les événements qui concernent l'enlèvement de l'enseignante Maritza Urrutia; et il doit cesser d'entretenir la campagne de rumeurs destinée à camoufler l'impunité sous un manteau par trop grossier et obscur"*. Le procureur des droits de l'homme a ensuite fait auprès du ministère public les démarches nécessaires pour le déclenchement d'une action judiciaire à l'encontre des personnes responsables de l'enlèvement, afin qu'elles soient jugées et condamnées conformément à la loi. En même temps il a directement accusé les forces de sécurité du gouvernement de manque de contrôle sur des groupes répressifs qui continuent d'opérer en marge de la loi.

Le procureur De León Carpio s'est expliqué sur cette affaire (4) en déclarant: *"Il convenait avant tout de sauver la vie des membres d'une famille qui sont en danger par suite du manque de protection de la part des forces de sécurité. S'il fallait sauver d'autres personnes, j'agirais de même. Je ne regrette rien et je suis toujours disposé à traduire devant les tribunaux les moindres fonctionnaires qui chercheraient à salir l'institution que je représente dignement."*

Il a rappelé que, tout comme Mgr Próspero Penados del Barrio et l'expert de l'ONU pour les droits de l'homme au Guatemala, M. Christian Tomuschat, il a su garder le secret que lui avait confié Maritza Urrutia. Le procureur des droits de l'homme estime que le gouvernement doit prendre des mesures pour faire la lumière sur cet enlèvement, non seulement au titre du bon renom du Guatemala et de l'Etat, mais aussi parce qu'il est convaincu que le respect des droits de l'homme est crucial pour la crédibilité du processus de démocratisation et de paix.

"Il n'y a eu aucune faute à ne pas révéler la version de Maritza Urrutia sur son enlèvement, étant donné qu'il s'agissait d'un secret professionnel demandé par elle" (cf. note 1), a fait savoir Fernando López, du bureau des droits de l'homme de l'archevêché. Il a indiqué qu'il était d'ailleurs possible que Ronald Ochaeta, le responsable de ce bureau, ainsi que le procureur De León Carpio acceptent de témoigner devant les tribunaux sur l'agression dont a été victime cette enseignante guatémaltèque.

Quant à celle-ci, elle s'est étonnée de ce que, loin d'enquêter sur les instigateurs et les exécutants de son enlèvement, les autorités passent leur temps à l'insulter et à intimider ceux qui sont solidaires d'elle.

Pour ceux qui exigent une vraie pacification et la démocratisation, cette affaire, comme beaucoup d'autres, manifeste le peu de volonté politique et d'engagement du gouvernement et de l'armée face à la communauté nationale et internationale.

Comme l'a déclaré la victime, l'affaire n'est pas close. Pour la justice elle ne fait que commencer.

(1) Cf. DIAL D 763 (NdT). (2) Apparemment, la jeune femme s'adresse aux guérilleros (NdT). (3) On apprenait (cf. *Le Monde* du 8 décembre, page 12) que le procureur de la République a été récemment inculpé d'escroquerie et placé en détention provisoire (NdT). (4) Avant son départ en exil, Maritza Urrutia avait donné sa version sur son enlèvement au procureur des droits de l'homme et à l'archevêque de Guatemala-Ville en leur demandant de garder le secret (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441

ERRATUM

Paragraphe manquant dans DIAL D 1738, page 8, ligne 12

entre les §: 1) Le poids spécifique des différents chapitres
 3) Les axes de pastorale

2) La promotion humaine - Il faut le redire: ce chapitre est celui qui reflète le mieux le travail effectué par la conférence de Saint-Domingue. Nous y trouvons la réalité, mais aussi la théologie, laquelle est présente de façon intégrée aux différentes parties du chapitre, et dans laquelle on peut le mieux reconnaître la tradition de l'Eglise en Amérique latine.